



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 9 juin 2021 — N° 200

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Le 35^e anniversaire de la Société sclérose en plaques – Section Est de Montréal.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *M. Benjamin Oddo, de la Maison Oddo, lauréat 2021 du chef pâtissier de l'année!*
- La députée de Prévost sur le sujet suivant : *La Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Remise de la médaille de l'Assemblée nationale à M. Daniel Lanteigne pour ses services exceptionnels à la communauté.*
- La députée de Sanguinet sur le sujet suivant : *Le musée de Saint-Constant Exporail fêtera ses 60 ans cette année.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Le Pacte d'inclusion québécois pour la lutte contre le racisme et la discrimination systémique.*
- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Reconnaissance de la définition de l'antisémitisme par le gouvernement du Québec.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Souligner le 25^e anniversaire du Déluge du Saguenay.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Féliciter les lauréats lavallois de Fabre du Défi OSEntreprendre.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 30**
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

- 2) **Projet de loi n° 61**
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des
conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison
de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le
11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

- 3) **Projet de loi n° 96**
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le **13 mai 2021**

- 4) Projet de loi n° 97
Loi modifiant la Loi sur les normes d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie de certains appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **27 mai 2021**
- 5) Projet de loi n° 100
Loi sur l'hébergement touristique
Présenté par la ministre du Tourisme le **8 juin 2021**

Étude détaillée en commission

- 6) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 7) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 8) **Projet de loi n° 49**
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 13 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 27 avril 2021
Principe adopté le **25 mai 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 9) **Projet de loi n° 59**
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 27 octobre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **16 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 10) **Projet de loi n° 64**
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 11) **Projet de loi n° 83**
Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 10 décembre 2020
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 22 avril 2021
Principe adopté le **11 mai 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 12)** Projet de loi n° 88
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le 11 mars 2021
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 20 avril 2021
Principe adopté le **21 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 13)** Projet de loi n° 81
Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le 12 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 27 mai 2021
Principe adopté le 1^{er} juin 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le **8 juin 2021**

- 14)** Projet de loi n° 95
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le 5 mai 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 27 mai 2021
Principe adopté le 1^{er} juin 2021
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **8 juin 2021**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 15) Projet de loi n° 190**
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 16) Projet de loi n° 191**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 17) Projet de loi n° 192**
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 18) Projet de loi n° 193**
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 19) Projet de loi n° 194**
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 20) Projet de loi n° 195**
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 21) Projet de loi n° 196**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

- 22) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 23) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 24) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 25) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 27) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 28) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 29) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 30) Projet de loi n° 399**
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 31) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 32) Projet de loi n° 491**
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 33) Projet de loi n° 492**
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 34) Projet de loi n° 493**
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 35) Projet de loi n° 495**
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 496**
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 497**
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

- 38) Projet de loi n° 590**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 591**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 40) Projet de loi n° 594**
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 41) Projet de loi n° 595**
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 42) Projet de loi n° 596**
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 43) Projet de loi n° 597**
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 44) Projet de loi n° 598**
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d’un permis d’alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 45) Projet de loi n° 599**
Loi visant le respect de l’orientation sexuelle et de l’identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**

- 46) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 47) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 48) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 49) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 50) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 696
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **10 février 2021**
- 52) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**

- 53) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés aux restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 54) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 55) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 56) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 57) Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **26 mai 2021**
- 58) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 59) Projet de loi n° 795
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers
Présenté par le député de Rosemont le **27 mai 2021**
- 60) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**

- 61)** Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d’y intégrer l’entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 62)** Projet de loi n° 798
Loi conférant au salarié un droit à une « pause-vaccin » pour se faire vacciner contre la COVID-19
Présenté par le député de Gouin le **6 mai 2021**
- 63)** Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l’aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**

Étude détaillée en commission

- 64)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l’obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 65)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l’économie et du travail

66) Projet de loi n° 219

Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal

Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 93

Loi visant à reconnaître le Collège militaire royal de Saint-Jean comme établissement d'enseignement de niveau universitaire (*titre modifié*)

Adopté le **3 juin 2021**

Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Saint-Tite

Adopté le **8 juin 2021**

Projet de loi n° 214

Loi concernant la Ville de Sutton

Adopté le **8 juin 2021**

Projet de loi n° 215

Loi concernant la Municipalité de Nominigüe

Adopté le **8 juin 2021**

Projet de loi n° 216

Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau

Adopté le **8 juin 2021**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable ».
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance ».
- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 49**, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives (mandat confié le 25 mai 2021).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (mandat confié le 16 février 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 13 avril 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire (mandat confié le 11 mai 2021).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 21 avril 2021).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux liés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

227) M. LeBel (Rimouski) – **13 avril 2021**
Au gouvernement

L'évaluation de la conduite automobile, en principe, est demandée si vous observez des changements dans votre condition physique ou mentale. Une réduction de nos facultés suite à une maladie doit être évaluée par un ergothérapeute. C'est tout à fait normal, mais l'âge ne doit pas être un critère discriminatoire. On constate un grand nombre de personnes âgées qui doivent passer un examen de conduite de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et il arrive très souvent que la SAAQ leur demande des rapports avec un ergothérapeute suite à un échec routier. Les frais chez un ergothérapeute actuellement, soit 650 \$, et les délais pour obtenir un rendez-vous, soit un an d'attente, sont inacceptables.

Dans le passé, ce service gratuit était offert par le Centre Intégré de santé et des services sociaux de la région. Depuis quelques années ce service est offert au privé seulement et on constate une augmentation des coûts qui sont devenus difficiles à assumer pour les personnes âgées. En plus du stress qu'elles doivent vivre pour cette évaluation, s'ajoute aussi l'angoisse liée à l'aspect financier.

Dans une société démocratique comme la nôtre qui a des valeurs sociales importantes, comment peut-on en être arrivé là en éliminant complètement ce service public qui était nécessaire pour une grande partie de la population?

À mon avis, il y a situation d'âgisme, une discrimination lorsqu'il s'agit d'une personne âgée versus un jeune. Un jeune peut reprendre son examen à la SAAQ sans avoir à aller chez un ergothérapeute.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement va reconsidérer cette règle afin d'offrir à la population, y compris les aînés, un service d'ergothérapie au public?

234) M. LeBel (Rimouski) – **5 mai 2021**

Au gouvernement

Tout récemment, l'ensemble des Auberges du cœur du Québec ont sollicité l'appui financier du gouvernement pour assurer la pérennité et le déploiement de leurs activités. Les Auberges soulignent avec raison que le financement à la mission des maisons d'hébergement jeunesse n'a pas été bonifié lors du dernier budget.

La situation des jeunes en difficulté et sans abri est préoccupante surtout dans un contexte de mesures sanitaires liées à la COVID-19 et de crise du logement. Les Auberges du cœur accueillent de nombreux jeunes à travers le Québec tout au long de l'année. Pour ce qui est de ma circonscription, Le Transit offre un soutien à près de 80 jeunes en difficulté ou sans abri chaque année. Ces jeunes, âgés entre 17 et 30 ans, vivent des difficultés ayant des incidences importantes sur leur intégration sociale, leur vie familiale, leurs habitudes de vie, leur insertion professionnelle ou leur parcours scolaire.

Malgré l'ajout de services et de programmes, plusieurs de ces jeunes ont cumulé un lot d'échecs, de maltraitance, de négligences voire de mauvaises décisions ou de malchances qui minent leur capacité à s'en sortir.

Les Auberges du cœur ont développé des approches novatrices pour soutenir ces jeunes dans leurs démarches afin d'améliorer leur autonomie et leur capacité d'agir. L'objectif est de créer des liens significatifs avec les jeunes et également de développer leur autonomie afin d'accomplir leur projet de vie.

Ma question:

Le gouvernement compte-t-il répondre positivement aux demandes des Auberges du cœur afin qu'elles puissent se concentrer sur leur mission qui consiste à soutenir les jeunes en difficultés dans leur cheminement de vie?

235) M. LeBel (Rimouski) – **11 mai 2021**
Au gouvernement

Dans les trois dernières années, le Québec a connu des sécheresses qui ont fait baisser dramatiquement les récoltes et les réserves de foin dans plusieurs régions administratives de notre territoire. Cette situation a un impact direct sur la vie des agricultrices et des agriculteurs du Québec. Force est de constater que les changements climatiques ont des effets directs sur la qualité de vie des citoyens du Québec et si rien n'est fait rapidement ces effets seront exponentiels.

Ma question est la suivante :

- Est-ce que le gouvernement a commencé des analyses d'impacts des changements climatiques sur la production agricole du Québec? Si oui, sur combien d'années cette analyse est faite et comment le gouvernement compte agir?
- Est-ce que le gouvernement compte planifier un programme d'aide pour répondre plus rapidement que les dernières années aux agricultrices et agriculteurs qui sont directement victimes des aléas des changements climatiques sur leurs productions?

236) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **12 mai 2021**
À la ministre de l'Enseignement supérieur

Lors des auditions publiques en août 2019 sur le projet de loi 29, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées, il aurait été mentionné qu'il n'y avait que cinq auxiliaires dentaires dans tous les laboratoires dentaires québécois. Par auxiliaires dentaires, on entend des employés, sans DEC en techniques de prothèses dentaires, qui travaillent dans un laboratoire dentaire. Or, contrairement à cette affirmation, il y aurait environ 1 000 auxiliaires dentaires qui travaillent présentement dans les laboratoires dentaires québécois, sous la supervision d'un membre de l'ordre, comme cela se fait dans d'autres domaines, comme la pharmacie.

L'Ordre des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec (OTPADQ) tente donc désormais de faire en sorte que les auxiliaires dentaires travaillant dans ces laboratoires dentaires deviennent membre de l'Ordre. Il semble cependant que cela ne soit souvent pas possible, ces auxiliaires ne rencontrant pas, dans de nombreux cas, les conditions d'admissibilité à l'ordre.

Cette nouvelle exigence risque donc de mener à une perte importante de main-d'œuvre dans les laboratoires dentaires du Québec, ce qui pourrait mettre en péril la desserte de la population québécoise en matière d'appareils et de prothèses dentaires.

Dans un contexte où la santé publique et le système de santé sont considérablement mis à l'épreuve, il apparaîtrait d'emblée néfaste qu'une incapacité des laboratoires dentaires à fournir des appareils et prothèses puisse compromettre la santé buccodentaire de la population québécoise.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que la ministre peut clarifier si les auxiliaires dentaires peuvent continuer à travailler dans le cadre actuel sans être dans l'obligation de devenir membres de l'OTPADQ?
- Comment la ministre prévoit-elle éviter un bris de services dans les laboratoires dentaires du Québec?

237) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **26 mai 2021**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

De manière générale, au Québec, les citoyens et les citoyennes disposent de trois ans pour intenter une poursuite contre une autre personne, une entreprise ou un gouvernement. La loi prévoit cependant quelques exceptions, dont le délai maximal de six mois pour poursuivre une ville.

Cette disposition de la *Loi sur les cités et villes*, qui remonte à plusieurs décennies, fait en sorte que des dossiers «crève-cœur» de citoyens et de citoyennes doivent être abandonnés, faute d'un délai de prescription plus long. C'est le cas, par exemple, d'une citoyenne d'Hudson qui négociait pourtant de bonne foi avec sa ville pour être dédommée à la suite de l'inondation de sa maison due à un bris sur le barrage municipal. Le juge Pierre-C. Gagnon, qui s'est penché sur le cas de la citoyenne en question, avait par ailleurs alerté le gouvernement quant à la pertinence de maintenir le délai de six mois, qui protège les villes «nécessairement au détriment des citoyens», un privilège qui «est peut-être devenu désuet et injustifié», selon le juge Gagnon.

En l'absence de préjudice corporel, ces dispositions prévalent également dans le cadre des recours entrepris à l'encontre d'un service de police ou de l'un de ses préposés, notamment eu égard au profilage discriminatoire par des policiers.

Évidemment, ces dispositions nuisent à la confiance que prêtent les citoyens et les citoyennes envers leurs institutions.

Voici ce qu'écrivait la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse dans son mémoire déposé au comité consultatif sur la réalité policière en novembre dernier : « [...] la Commission a régulièrement été confrontée à la difficulté que pose ce délai de prescription "exceptionnellement court". C'est pourquoi elle estimait que le projet de loi n° 168 – présenté devant l'Assemblée nationale en 2017, mais mort au feuillet sans avoir été adopté – constituait une réelle reconnaissance de la primauté des droits protégés par la Charte et du rôle premier qu'elle doit jouer dans le système juridique québécois. Rappelons que les articles 36 et 37 de ce projet de loi auraient eu pour effet d'éliminer les exceptions qui réduisent le délai de prescription de trois ans généralement applicables à un recours visant la réparation du préjudice qui résulte d'une violation de droits ou de libertés protégés par la Charte. »

La présidente du Tribunal des droits de la personne l'avait d'ailleurs noté dans son rapport d'activités en 2017 : « compte tenu de leur importance, tout recours fondé sur les droits fondamentaux garantis par la Charte devrait effectivement bénéficier d'un délai prolongé, permettant ainsi de garantir aux justiciables un recours utile et effectif ».

La ministre est au courant de cet enjeu. Elle a également pris connaissance des différents jugements ainsi que des recommandations émises par les différentes instances.

Ma question est la suivante :

1. Est-ce que la ministre est ouverte à abolir le délai maximal de six mois prévu à la *Loi sur les cités et villes* pour poursuivre une municipalité?

238) M. LeBel (Rimouski) – **27 mai 2021**
Au gouvernement

Le mois de mai est une période de sensibilisation à la maladie cœliaque, cette allergie au gluten est une maladie qui touche environ 1 % de la population québécoise. Malheureusement ça peut prendre jusqu'à une dizaine d'années avant d'obtenir un diagnostic.

C'est une maladie chronique et auto-immune qui se développe chez les personnes génétiquement prédisposées. L'ingestion d'aliments contenant du gluten par un individu cœliaque provoque une réponse anormale et disproportionnée de son

système immunitaire. Certaines personnes n'ont pas de symptôme et d'autres sont très malades au point de ne pas être fonctionnels.

Il n'existe aucun traitement et la solution est d'éliminer le gluten de leur alimentation. C'est pour cette raison que l'organisme Coeliaque Québec réclame une aide financière du gouvernement pour les gens atteints par la maladie puisque le coût des aliments sans gluten est très dispendieux.

Ma question est la suivante :

Pour quelle raison le gouvernement n'offre-t-il pas la même mesure qui est proposée aux parents d'enfants atteints de la maladie cœliaque, qui peuvent recevoir jusqu'à 200 \$ par mois pour les aider avec l'épicerie grâce au supplément pour enfant handicapé?

- 239) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **1^{er} juin 2021**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Dans le Plan budgétaire de mars 2021, « Un Québec résilient et confiant », on lit que les sommes investies par le gouvernement ont permis « la réalisation de 1 759 logements en 2019, comparativement à 834 en 2018 » (p. E10).

La ministre a de plus affirmé durant l'étude des crédits 2021-2022, volet Habitation, le 5 mai 2021, que le gouvernement avait permis la construction de 3 000 logements sociaux.

En ce sens, j'aimerais que la ministre dépose la liste des projets de logements sociaux qui ont été livrés pour les années 2018, 2019 et 2020, et le premier trimestre de 2021, en indiquant pour chaque projet : le nom du projet, le programme en vertu duquel un financement a été accordé, la municipalité, le montant de la subvention ainsi que le nombre de logements inclus.

- 240) M. LeBel (Rimouski) – **3 juin 2021**
Au gouvernement

Dans le cadre de la Semaine québécoise des personnes handicapées du 1^{er} au 7 juin 2021, je souhaite interpeller le gouvernement du Québec qui s'est engagé à créer un projet pilote pour sortir les adultes handicapés des CHSLD.

J'ai soutenu M. Jonathan Marchand, atteint de dystrophie musculaire, lors de son passage en août dernier devant le parlement pour manifester ma solidarité envers les personnes lourdement handicapées et leur volonté de vivre dans la dignité. Cet homme de 44 ans se bat depuis très longtemps pour retrouver sa pleine autonomie.

Un projet pilote a été annoncé pour l'été 2021, mais la vision du gouvernement semble être contestée. Il semblerait que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) souhaite créer un modèle d'habitation qui regrouperait plusieurs personnes ayant des limitations physiques.

Il est plutôt proposé par les personnes handicapées de créer un programme d'assistance personnelle autodirigée. Ils pourraient recruter leurs assistants de vie pour offrir des soins à domicile, les soutenir dans leur activité. Cette approche leur permettrait de contribuer à la société.

Ce qui est proposé par le gouvernement n'est pas un modèle novateur. Au contraire, on reproduit ce qui existe déjà, mais malheureusement ça ne redonne pas aux personnes handicapées leur autonomie.

Ma question est la suivante :

Pour quelle raison, l'opinion des personnes handicapées n'est pas considérée afin d'offrir des services adéquats et adaptés à leur besoin?

241) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **9 juin 2021**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

J'attire aujourd'hui votre attention sur les services préhospitaliers d'urgence au Québec.

Le 27 décembre 2017, un jeune ambulancier de 24 ans du nom d'Hugo St-Onge décédait d'un arrêt respiratoire à Lévis parce qu'il s'est écoulé 21 minutes entre l'appel au 911 et l'arrivée de l'ambulance. Le 30 juillet 2020, le rapport du coroner Me Julie Langlois concluait que cet incident était évitable et pointe du doigt le manque de véhicules ambulanciers pour desservir ce territoire. Un mois avant sa mort, M. St-Onge dénonçait le manque d'effectif en Chaudière-Appalaches par le biais d'une lettre ouverte. À ce jour, malgré la publication du rapport du coroner, les ambulanciers attendent toujours une réaction de la part du ministre.

Suite à cet incident en 2017, Dessercom (l'employeur de M. St-Onge) avait réclamé une voiture supplémentaire au CISSS de Chaudière-Appalaches. Cependant, le CISSS n'a pas cru bon, à ce moment, de faire suivre cette requête au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Ce n'est que le jour du dépôt du rapport du coroner, le 30 juillet dernier, que le CISSS en a finalement fait la demande, soit trois ans après la mort d'Hugo St-Onge. Le 20 août 2020, le bureau de la sous-ministre de la Santé et des Services sociaux a demandé une révision de la desserte ambulancière de Lévis. Celle-ci est toujours en analyse.

La situation dans la région de Lévis ne fait pas figure d'exception. Le système préhospitalier québécois est défaillant à de multiples égards et une transformation en profondeur s'impose. D'ailleurs, le MSSS planifie de faire une réforme. En 2019, il a mis sur pied le Comité national de transformation des services préhospitaliers d'urgence (CNTSPU) présidé par monsieur Michel C. Doré. Un premier rapport devait être déposé au printemps 2020, mais nous attendons toujours le dépôt.

Le CNTSPU a émis un diagnostic qui fait état de vingt-cinq éléments-clés qui justifient l'urgence d'agir. Ce comité conclut ouvertement que « l'évolution des besoins de la population, les développements des continuums de soins de santé, les capacités de soutien technologique, les défis démographiques ainsi que les normes contemporaines de performance exigent une transformation du système ».

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

1. Quelles sont les prochaines étapes menant à la publication du rapport du CNTSPU?
2. Quand peut-on s'attendre au dépôt final?
3. Le ministre s'engage-t-il à mettre en œuvre toutes les recommandations du CNTSPU en vue d'offrir aux Québécoises et aux Québécois un système préhospitalier d'urgence de qualité?

242) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **9 juin 2021**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

En juin 2019, à la suite d'une rupture de services en obstétrique à La Sarre, le consultant Sylvain Gagnon, mandaté par le MSSS, remettait à celui-ci un rapport comportant plusieurs recommandations pour éviter que la situation ne se reproduise. Parmi ces recommandations, certaines se penchaient plus généralement sur la pénurie de main-d'œuvre dans le réseau, en particulier dans les régions éloignées comme l'Abitibi-Témiscamingue. Il était impératif, selon M. Gagnon, que le MSSS intensifie et coordonne nationalement les efforts de recrutement à l'étranger afin que les régions éloignées en bénéficient. Plus globalement, le MSSS devait, selon lui, mettre en place à très court terme une stratégie nationale de développement de la main-d'œuvre. Le consultant recommandait également la mise sur pied d'un groupe de travail constitué de représentants des régions éloignées afin d'élaborer une stratégie d'intervention en matière de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre en région.

Considérant ce qui précède :

1. Les recommandations du rapport Gagnon s'adressant au MSSS ont-elles été mises en œuvre? Notamment;
 - a. La recommandation 11: Le MSSS, avec ses partenaires sectorielles, devrait examiner la faisabilité de se doter à très court terme d'une stratégie nationale de développement de la main-d'œuvre qui puisse agir efficacement sur le problème structurel que constitue la pénurie de main-d'œuvre au sein du réseau québécois de santé et de services sociaux;
 - b. La recommandation 12: Sous l'autorité du MSSS, mettre en place un groupe de travail constitué de représentants des régions éloignées ayant pour mandat d'élaborer une Stratégie d'intervention en matière de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre en région;
 - c. La recommandation 16: Sous l'autorité du MSSS, mettre en place un groupe de travail afin d'examiner la faisabilité d'introduire un nouveau titre d'emploi dans les unités d'obstétrique et de natalité en milieu rural et en définir les conditions d'exercice;
 - d. La recommandation 17: Sous l'autorité du MSSS, mettre en place un comité de travail réunissant des intervenants des régions afin d'identifier des mesures incitatives permettant l'installation et le maintien d'effectifs professionnels en région.

2. Si oui, à quels moments les différentes étapes de mise en œuvre de ces recommandations ont-elles été réalisées? Et quels résultats ont été obtenus?
3. Qu'est-il prévu pour la poursuite de la mise en œuvre de ces recommandations?

243) Mme St-Pierre (Acadie) – **9 juin 2021**

À la ministre de la Culture et des Communications

Quelles sont les sommes déboursées par le ministère de la Culture et des Communications depuis le 1^{er} mars 2020 pour soutenir les écoles de formation en art, notamment en vertu du Programme Aide au fonctionnement pour les organismes de formation en art?

Plus précisément, en ce qui concerne les sommes annoncées pour le milieu du cirque le 22 avril dernier, quelle part de cette somme sera consacrée à la bonification du soutien pour les écoles de cirque, spécialement celles soutenues par le ministère de la Culture et des Communications et non par le Conseil des arts et des lettres du Québec?

244) Mme Thériault (Anjou–Louis-Riel) – **9 juin 2021**

Au ministre de la Justice

En janvier 2021, l'Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est a réalisé une enquête sur les entreprises qui se spécialisent dans l'octroi de prêts rapides. Le résultat de l'enquête, présenté en mai 2021, révèle qu'il existe 15 entreprises de ce genre, juste sur leur territoire. Ce modèle d'entreprises, qui ne détiennent pas de permis de prêteurs d'argent, tire profit de consommateurs vulnérables et exploite leur naïveté.

Cette étude démontre que le ministre de la Justice doit légiférer afin d'éviter d'autres arnaques de ce genre et resserrer la loi.

Avec plus d'une année de pandémie, qui a été dure pour le portefeuille des Québécoises et des Québécois, plusieurs se sont tournés vers des entreprises douteuses, mais qui ont l'air sérieuses où ils auraient accès à une forme de crédit. Ces entreprises acceptent de faire des contrats de prêts rapides et chargent des frais de crédits exorbitants, sans jamais être inquiétées d'être vérifiées par le gouvernement.

Avec le marché immobilier qui a explosé dans la dernière année, plusieurs familles peinent à couvrir leurs dépenses mensuelles. Le paiement hypothécaire de leur propriété devient souvent impossible en raison de la précarité financière. Plusieurs familles s'endettent au point de ne plus pouvoir trouver de solutions de paiement pour le recouvrement. C'est malheureux de savoir que plusieurs jeunes familles se tournent vers ce genre d'entreprises et pensent que leurs problèmes financiers se régleront, mais bien au contraire, ils s'aggraveront.

Lors de l'étude des crédits budgétaires en mai dernier, le ministre de la Justice et responsable de la Loi sur la protection du consommateur nous disait travailler activement sur un projet de loi qui engloberait les prêts ballons, les hypothèques parapluies, les hypothèques légales et la coresponsabilité pour les achats faits avec une carte de crédit.

Quand le ministre de la Justice compte-t-il présenter un projet de loi aux membres de l'Assemblée nationale et est-ce que tous ces sujets seront abordés dans le projet de loi ?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 8 juin 2021
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux – *ministre responsable des Aînés et des Proches aidants*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 8 juin 2021
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur – *député de René-Lévesque*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant principalement la Loi sur les produits alimentaires – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*
- bb) Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur – *députée de Marie-Victorin*
- cc) Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois – *députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue*